



Syndicat National **Force Ouvrière**
des Finances Publiques
Section de la Haute Marne

Cité administrative
89 rue Victoire de la Marne
52000 CHAUMONT
Bureau 219-2ème étage
fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr
03.25.30.23.46

CHS-CT DU 5 MAI 2020

Déclaration liminaire

Le pays traverse actuellement une crise sanitaire sans précédent. Cette crise dès le départ, ce gouvernement ne l'a pas anticipé, et depuis il n'en finit plus d'improviser entre discours contradictoires, incohérences et voltes faces.

Si depuis le début du confinement, des mesures ont pu être prises pour limiter l'activité dans le cadre des plans de continuité, force est de constater que les moyens de protection pour les travailleurs et la population ne sont toujours pas suffisants.

La France, 6ème puissance mondiale, n'est pas à l'heure actuelle en mesure de répondre à l'enjeu des masques, et concernant les tests, nous affichons une capacité trois fois moindre que la moyenne des pays de l'OCDE alors que dans le même temps, le pouvoir en place se fait de plus en plus pressant pour une reprise du travail ...

Après deux mois éprouvants, le déconfinement pose d'innombrables questionnements, dont les réponses sont bien souvent liées avec des problématiques extérieures à nos ministères. Tel est le cas, par exemple, de la rentrée scolaire, avec les annonces iconoclastes de ces derniers jours (rentrée en décalé et sur la base du volontariat des parents).

A la DGFIP, depuis le 17 mars, le plan de continuité vise à assurer les missions essentielles tout en veillant à la limitation des agents sur le terrain. Le début de la campagne d'impôt sur le revenu a toutefois entraîné une augmentation du taux de présence dans les services.

Dans ce contexte, la DGFIP n'échappe malheureusement pas aux conséquences d'une gestion de crise en mode pénurie pour ce qui concerne les dispositifs de protection des personnels et de désinfection des locaux, et si les choses tendent à s'améliorer, certaines difficultés d'approvisionnement demeurent.

Quant à la décision politique d'une reprise progressive d'activités, les déclarations du Ministre Darmanin indiquant que l'objectif demeure d'« avoir un service public opérationnel le plus rapidement possible dans le respect des normes sanitaires », inquiètent les personnels et ne répondent pas à leurs multiples et légitimes interrogations.

FO réaffirme que l'après 11 mai ne pourra en aucune façon ressembler à une configuration habituelle d'organisation des services et d'accueil des usagers, et nous serons extrêmement vigilants sur les modalités d'un plan de reprise totalement inédit et à haut risque.

Aujourd'hui mardi 5 mai 2020, nous allons tenir un CHS-CT en préparation du déconfinement prévu le 11 mai prochain, instance qui contribue à la protection de la santé physique et mentale, à la sécurité des personnels, et à l'amélioration des conditions de travail.

Dans le cadre de ces thématiques de la plus haute importance, nous rappelons que ce gouvernement en amont de cette crise sanitaire avait décidé de supprimer les CHS-CT dans le privé et dans le public, mesure qui sous couvert de simplification, n'avait d'autre ambition que de laisser les coudées franches aux employeurs, en privant les représentants des personnels de la possibilité de pouvoir défendre les salariés.

Plus que jamais, FO s'oppose à la suppression des CHSCT et nous réaffirmons que cette instance doit être conservée avec le maintien d'un budget dédié.

FO a demandé à ce que les points suivants soient mis à l'ordre du jour :

- élaboration des mises à jour du PCA en collaboration avec le médecin de prévention
- modalités de la reprise d'activité des agents
- moyens de protection
- restauration collective - coins repas

FO rappelle que les agents de la DGFIP participent pleinement à l'effort national en portant des missions essentielles pour l'économie du pays. Nous exigeons donc l'arrêt des suppressions d'emploi et des restructurations, ainsi que le maintien de l'ensemble des missions de la DGFIP telles qu'elles existent aujourd'hui.

Dans les prochains mois, une fois que cette crise sanitaire sera derrière nous, les agents de la DGFIP n'accepterons pas la reprise du démantèlement de leur administration !

Ce CHS-CT est l'occasion pour les représentants FO, comme nous le faisons depuis le début de cette crise sanitaire, de poursuivre et renforcer nos actions et notre vigilance, pour s'assurer de la protection effective de la santé et des conditions de travail des personnels.

Les représentants **FO-Finances** Haute-Marne
Titulaires Laure Alentado- Rachel Delacourt- Céline Lefèvre- Rachel Sugneau

